



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service eau biodiversité risques  
Unité de gestion des procédures environnementales

Installations classées pour la protection de l'environnement

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE DU 31 MARS 2025**  
**modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2001**

**Société Ciel En Folie**  
**ZA du Lanveur – 586 rue de la Poterie - 56440 LANGUIDIC**

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 nommant Monsieur Pascal BOLOT, préfet du Morbihan ;

**Vu** le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014, supprimant les rubriques n°s 1310 et 1311 remplacées respectivement, par les rubriques n°s 4210 et 4220 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 juillet 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 4220 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2001, autorisant la société LE PORT ARTIFICES à exploiter une installation de stockage et de mise en liaison d'artifices de divertissement, située rue de la Poterie, sur la commune de Languidic ;

**Vu** le récépissé de changement d'exploitant du 17 novembre 2009 délivré à la société 8<sup>ème</sup> ART ;

**Vu** le récépissé de changement d'exploitant du 12 mars 2025 délivré à la société CIEL EN FOLIE ;

**Vu** le compte-rendu de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite du 5 mars 2025 ;

**Vu** le courrier adressé le 20 mars 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

**Vu** la réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté par courriel du 27 mars 2023 ;

**Considérant** les constats réalisés lors de la visite du 5 mars 2025 ;

**Considérant** que l'ancienneté de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 2001, nécessite l'ajout de prescriptions complémentaires, notamment sur :

- la surveillance de l'installation,
- l'entretien de l'installation,
- le système de détection,
- les conditions de stockages,
- la ventilation ;

**Considérant** que les prescriptions concernées issues de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 4220 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont adaptées au site actuel ;

**Considérant** que l'exploitant souhaite que ces prescriptions soient incluses dans son arrêté préfectoral complémentaire ;

**Considérant** que la nature des modifications ne rend pas nécessaire les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Considérant** qu'au regard des évolutions de la réglementation au titre des installations classées, il y a lieu de mettre à jour la situation administrative et réglementaire de l'établissement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 - Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société CIEL EN FOLIE, dont le siège social se situe, 14 rue des Chênes verts – 56130 Nivillac, est autorisée, sous réserve des prescriptions figurant à l'arrêté du 3 juillet 2001, et des prescriptions ci-dessous, à poursuivre l'exploitation des installations dédiées au stockage et à la mise en liaison d'artifices de divertissement, située ZA du Lanveur - rue de la Poterie, sur la commune de Languidic

Dans ce qui suit, la société CIEL EN FOLIE est dénommée l'exploitant.

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2001 est abrogé.

L'exploitant est autorisé à exploiter, ZA du Lanveur - rue de la Poterie 56 440 Languidic, les installations classées au titre des rubriques suivantes :

Rubrique	Intitulé	Niveau d'activité	Régime
4210-1-a	<p>Produits explosifs (fabrication<sup>(1)</sup>, chargement, encartouchage, conditionnement<sup>(2)</sup> de, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique de, ou travail mécanique sur) à l'exclusion de la fabrication industrielle par transformation chimique ou biologique.</p> <p>1. Fabrication<sup>(1)</sup>, chargement, encartouchage, conditionnement<sup>(2)</sup> de, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique de, ou travail mécanique sur, à l'exclusion de la fabrication industrielle par transformation chimique ou biologique et à l'exclusion des opérations effectuées sur le lieu d'utilisation en vue de celle-ci et des opérations effectuées en vue d'un spectacle pyrotechnique encadrées par les dispositions <a href="#">du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010</a> relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre.</p> <p>La quantité totale de matière active<sup>(3)</sup> susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 100 kg</p> <p>Nota :</p> <p><sup>(1)</sup> Les fabrications relevant de cette rubrique concernent les fabrications par procédé non chimique, c'est-à-dire par mélange physique de produits non explosifs ou non prévus pour être explosifs.</p> <p><sup>(2)</sup> Les opérations de manipulation, manutention, conditionnement, reconditionnement, mise au détail ou distribution réalisées dans les espaces de vente des établissements recevant du public sont exclues.</p> <p><sup>(3)</sup> La quantité de matière active à retenir tient compte des produits intermédiaires, des en-cours et des déchets dont la présence dans l'installation s'avère connexe à l'activité de fabrication.</p> <p><sup>(4)</sup> La quantité de matière active à prendre en compte est la quantité d'explosif fabriqué susceptible d'être concernée par la transmission d'une détonation prenant naissance en son sein.</p>	Mise en liaison pyrotechnique ou électrique de pièces d'artifices en dehors des opérations effectuées sur le site de tir. Local (bâtiment B10) contenant au plus <b>200 kg</b> de matière active de division de risque 1.3b et 1.4.	A

Rubrique	Intitulé	Niveau d'activité	Régime
4220-1	<p>Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public.</p> <p>La quantité équivalente totale de matière active<sup>(1)</sup> susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 500 kg</p> <p><i>Nota : <sup>(1)</sup> Les produits explosifs sont classés en divisions de risque et en groupes de compatibilité définis par arrêté ministériel.</i></p>	<p>Stockage de produits pyrotechniques, la quantité maximale de matière active présente étant de 2 445 kg répartie comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 400 kg de division 1.3b ou 1.4 dans le local B01,</li> <li>• 40 kg de division 1.1 dans le local B02a,</li> <li>• 1 000 kg de division 1.3b ou 1.4 dans le local B02b,</li> <li>• 5 kg de division 1.1 dans le local B02c,</li> <li>• 1 000 kg de division 1.3b ou 1.4 dans le local B03.</li> </ul>	A

A (autorisation)

## **ARTICLE 2 - Prescriptions complémentaires**

### **Article 2.1 - Surveillance de l'installation**

Les opérations se font sous la surveillance permanente, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. En dehors des heures où des opérations ont lieu dans l'installation, celle-ci est fermée à clé et une surveillance est mise en place afin de permettre notamment sa mise en sécurité, la transmission de l'alerte aux services de secours ou d'urgence compétents ainsi que leur accueil par une personne compétente dans un délai compatible avec leurs délais d'intervention, notamment pour leur permettre l'accès en cas de besoin.

### **Article 2.2 - Entretien de l'installation**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes les précautions sont notamment prises pour enlever toute trace de matière active ou toute composition dangereuse tombée à terre ou souillant les parois.

Par ailleurs, du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des bâtiments pyrotechniques et des zones pyrotechniques ainsi que les merlons de terre et les stockages recouverts de terre sont débroussaillés et débarrassés de toute matière combustible (herbes sèches, etc.) et les produits utilisés pour ces opérations sont de nature telle qu'ils ne peuvent provoquer des réactions dangereuses avec les matières présentes dans les installations.

### **Article 2.3 - Système de détection**

Les locaux pyrotechniques disposent de détecteurs adaptés au risque d'incendie. Le système de détection permet d'alerter, en tout temps, l'exploitant, qui met en sécurité le site et transmet l'alerte aux services de secours ou d'urgence compétents.

Les locaux pyrotechniques disposent de détecteurs adaptés au risque d'incendie. Le système de détection permet d'alerter, en tout temps, l'exploitant, qui met en sécurité le site et transmet l'alerte aux services de secours ou d'urgence compétents.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Il établit des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 2.4 - Conditions de stockage**

Les emballages renfermant des produits explosifs sont rangés ou empilés de façon stable.

Le gerbage des colis s'effectue de telle sorte que le fond des colis ne se trouve pas à plus de 1,60 mètre au-dessus du sol.

#### **Article 2.5 - Ventilation**

En phase normale de fonctionnement, les bâtiments dans lesquels sont stockés ou reconditionnés des produits sont convenablement ventilés. Les orifices de ventilation sont conçus et disposés de façon à ne pas permettre l'introduction dans les bâtiments de substances susceptibles d'initier une réaction des produits stockés ainsi que la pénétration d'animaux. Ces dispositifs sont nettoyés régulièrement en vue de prévenir toute accumulation de matières dangereuses.

#### **ARTICLE 3 - Voies et délais de recours**

##### **RECOURS ADMINISTRATIFS ET CONTENTIEUX**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application informatique «Télerecours citoyens», accessible par le site internet «[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)» :

1°) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2°) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

#### **ARTICLE 4 – Information des tiers**

En application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- Une copie de l'arrêté est déposée en mairie de Languidic et peut y être consultée ;
  - Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Languidic pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la commune précitée et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer) ;
  - L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.
- L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **ARTICLE 5 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, et le maire de Languidic sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le

31 MARS 2025

Le préfet

Pour le Préfet par délégation,  
Le secrétaire général,

Stéphane JARLÉGAND

#### **Copie du présent arrêté sera adressée à :**

- M. le maire de Languidic
- Mme la sous-préfète de Lorient
- M. le DREAL – unité départementale du Morbihan – 34 Rue Jules Legrand – 56100 LORIENT
- M. le directeur de la société Ciel En Folie – 14 rue des Chênes Vert – 56130 NIVILLAC